

Derrière le paravent des « transitions démocratiques » : la contre-révolution aux aguets (1^{ère} partie)

Un anniversaire aux allures d'enterrement

Le journal égyptien *Al Masry al Youm* du 5 janvier relatait cette annonce, à propos des préparatifs de « l'anniversaire » du soulèvement initié le 25 janvier 2011 contre l'ex-dictateur Moubarak :

« *Le ministre de l'Intérieur a formé un comité pour étudier l'association de la Fête de la Police et de l'anniversaire de la révolution en une seule célébration, le 25 janvier (...)* « *Nous souhaitons une célébration qui soit digne des martyrs des deux côtés* », a dit le ministre lors d'une conférence de presse jeudi, ajoutant qu'il travaille à éliminer les tensions entre le peuple et la police. »

Célébrer les « martyrs des deux côtés »... Rien n'indique mieux, un an après le renversement du dictateur égyptien, que la junte militaire s'estime en mesure de liquider la situation révolutionnaire ouverte en janvier-février 2011. Cette junte est restée, malheureusement, au pouvoir.

La police dont il s'agirait de célébrer les « martyrs » est et reste la police de la dictature. C'est elle qui, pour défendre le régime de Moubarak, a massacré des manifestants par centaines et laissé des blessés par milliers. Cette police n'a pas changé.

Au cours des mois écoulés, l'armée et la police égyptienne ont réprimé violemment des milliers de manifestations et des centaines de grèves, dont ils ont décrété en vain l'interdiction ; laissé derrière eux des morts par dizaines ; lâché des bandes de voyous - les *baltagiya*s - sur les manifestants ; arrêté et torturé des dizaines de milliers d'Égyptiens ; fait comparaître devant les tribunaux militaires des milliers d'autres, les condamnant à des peines allant de la prison à la mort ; organisé provocations et attentats pour semer la peur, le désarroi et la division communautaire. D'un tel appareil d'État, il est inutile de prétendre qu'il pourrait être réformé.

Cette police, cette armée, les travailleurs et les jeunes d'Égypte ne sont pas parvenus à les démanteler. Les officiers supérieurs qui se sont attribué le pouvoir par un coup d'État, après la chute du dictateur, restent propriétaire d'une part considérable des moyens de production et des richesses du pays. Ils ont continué de percevoir aides et subventions massives de Washington – quand bien même ces aides seraient en diminution en 2012. Tout à la fois patrons, gouvernement, juges et flics.

Une chorale funèbre formée d'islamistes

De son côté, le Conseil Suprême des Forces Armées n'a pas réussi, à ce jour, à mettre fin aux grèves et manifestations de masse.

Cependant, il a enregistré un succès politique considérable : c'est sous son égide que se sont tenues, de la fin novembre à la mi-janvier, des « élections législatives ». Un scrutin qui diffère bien peu de ceux qui se tenaient sous Moubarak. À un détail près : le parti de la dictature, le PND, a été liquidé par le mouvement des masses.

Le scrutin a été surveillé de près par l'impérialisme américain, parrain de l'armée égyptienne. L'ex-président américain Carter, dont la fondation a dépêché sur place quelques observateurs, a donné toute la mesure de son expertise : il affirmait le 11 janvier que les Frères Musulmans auraient remporté de 40 à 50% des voix... plusieurs jours avant la publication des résultats définitifs. Il est vrai que Carter profite de l'expérience américaine en Irak, où les résultats des élections sont connus avant même l'ouverture du scrutin.

C'est donc le Parti de la Liberté et de la Justice, créé par les Frères Musulmans, qui l'emporte, et peut poser sa candidature au remplacement du parti de Moubarak. Le résultat est d'autant plus sinistre qu'apparaîtrait en deuxième

place le parti Ennour, organisation « salafiste », directement influencée et financée par l'Arabie Saoudite, avec près de 25% des exprimés.

L'appareil de propagande de la bourgeoisie – journalistes, « experts », « intellectuels » - s'en donne à cœur joie. Les uns saluent la « transition démocratique » (*Le Parisien* du 29/11/2011 : « *L'Égypte salue un test de démocratie réussi* »). Les autres s'inquiètent de la « montée de l'islamisme », imputée aux masses (*La Dépêche* du 26/12/2011 : « *De la révolution à l'islamisme* »). D'autres encore se font les avocats de l' « islamisme modéré », inventé pour l'occasion.

L'essentiel est qu'ils s'accordent pour enfoncer un clou dans le crâne des opprimés et des exploités du monde entier, qui ont considéré les révolutions égyptienne et tunisienne avec espoir. Entre l'insurrection de janvier-février 2011 et la victoire électorale des islamistes, il y aurait, nous affirme-t-on, une continuité totale. Les masses de ces pays n'auraient chassé les dictateurs que pour porter au pouvoir des forces politiques qui n'ont rien à leur envier. La révolution égyptienne, ses acteurs authentiques, ses racines profondes, sont occultés.

Un ravalement de façade pour la dictature

La réalité est qu'aucune des trois thèses évoquées plus haut ne correspond à la réalité. Passons sur le caractère « démocratique » du scrutin en reprenant ces propos du général Mamdouh Chahine, responsable des questions juridiques au conseil militaire : « *Le futur parlement n'aura aucune autorité sur le gouvernement* » (*Al Ahram*, 30 novembre). Idée confirmée par James Carter le 12 janvier :

« *Le plein contrôle des civils [sur la vie politique] est une demande un peu excessive, je pense* » (*Al Masry Al Youm*, 12/1/2012). Du reste, le Conseil Militaire entend encore dicter et contrôler l'organisation des élections présidentielles, prévues pour l'été : autrement dit, ces élections ne sont qu'un paravent visant à occulter la dictature militaire, et le calendrier électoral une manœuvre

dilatatoire. Le Parlement qui sortira des urnes sera un Parlement de pantins.

La victoire programmée des islamistes est le produit d'un accord politique peaufiné depuis des mois. En février 2011, les Frères Musulmans, qui avaient rejoint la place Tahrir en traînant des pieds, avaient accepté de négocier avec l'armée une « sortie de crise » dès avant la chute de Moubarak. Hostiles aux grèves ouvrières, ils ont appelé à la reprise du travail dès le 18 février: en vain. En mars, ils ont appuyé le référendum pour un toilettage de la constitution de Moubarak plutôt que sa dénonciation (voir *CPS* n°43). Les militaires n'en décidaient pas moins, ensuite, de réécrire unilatéralement le code électoral...

Les Frères Musulmans s'opposent encore à toutes les manifestations exigeant le départ du conseil militaire : ils entendent négocier avec les officiers une petite part du

pouvoir. Au même titre que ces derniers, ils sont viscéralement hostiles aux revendications ouvrières, à la lutte des masses pour en finir avec la dictature.

Sans cela, Frères Musulmans et salafistes n'auraient même pas pu se présenter aux élections : le décret-loi sur les partis politiques, défini en mars par les militaires et leur gouvernement fantoche, se réfère à la tradition nassérienne d'interdire tout parti « *fondé sur la religion ou sur une classe sociale* ». Ironiquement, les mêmes lois nassériennes imposent un « quota » de 50% d'ouvriers et de paysans au Parlement... mesure qui permet surtout à l'appareil d'État de sélectionner ses pions par avance. Pratiquement, tout dépend du degré de soumission dont font preuve les forces politiques : les islamistes ont finalement pu se présenter, la classe ouvrière, non.

Élections bidon

Quant au « raz-de-marée islamiste », une étude sérieuse des faits permet de montrer que ce n'est là encore que propagande. Le reporter de *Mediapart*, présent sur les lieux, commentait ainsi la tenue du scrutin au Caire :

« La désorganisation du scrutin – absence d'isolaires, d'observateurs internationaux, confusions favorisées par la mixité d'un scrutin à la fois de listes et uninominal – ne devrait tromper personne (...) C'est davantage l'image superficielle d'un scrutin démocratique, porté par une majorité de la population égyptienne, qui intéresse le CSFA, qui a même délégué aux citoyens, dans plusieurs localités (dont Zamalek, au Caire), l'organisation du scrutin. En l'occurrence, une participation de 62% - chiffre qui apparaît somme toute assez faible si l'on se rappelle que les Égyptiens ont l'obligation de se rendre aux urnes, sous peine de subir une amende de 500 livres (pour beaucoup, l'équivalent d'un salaire mensuel). » (Mediapart, 19/12/2011).

Ainsi, selon les chiffres sujets à caution de l'État égyptien lui-même, près de 40% des habitants du Caire et d'Alexandrie, entre autres localités, auraient refusé de participer à la première phase du scrutin, fin novembre.

En novembre-décembre, c'est en « *fustigeant les élections anti-révolutionnaires* » (*L'Orient le jour*, 23/11/2011) que des dizaines de milliers d'insurgés ont repris la place Tahrir. En janvier, dans la ville d'Assiout en proie à la pénurie, « *des protestataires ont manifesté dans une école hébergeant quatre bureaux de vote et brandi des bannières disant : « Pas de butane, pas de pain, pas d'Assemblée du Peuple ou de Conseil Consultatif » » (Al Masry Al Youm, 10/1/2012).* Du début à la fin de ces élections, les forces agissantes de la révolution contre Moubarak ont scandé que ce scrutin n'était pas le leur. En parallèle aux mouvements posant la question du boycott, des millions de travailleurs se sont exprimés par le refus de vote... faute d'autre perspective.

Tunisie : un gouvernement au cœur islamiste et au bras policier...

En Tunisie, la « célébration » officielle du 14 janvier a un goût bien amer. Tandis que des chômeurs désespérés s'immolent à nouveau par le feu, la vieille police de Ben Ali se prépare à assurer la sécurité d'un parterre d'invités de marques. Le très féodal émir du Qatar, principal bailleur de fonds du parti islamiste Ennahda, sera aux premières loges pour écouter les éloges officiels de la « liberté », de la « démocratie » et de l'« espoir ».

Les élections organisées le 23 octobre ont abouti à ce que le parti islamiste Ennahda obtienne 89 des 217 sièges au sein d'une « Assemblée Nationale Constituante » - assemblée octroyée par un gouvernement issu de l'ancien régime, et non par les masses.

En décembre, un accord conclu entre trois formations politiques a permis que soit formé un nouvel exécutif. Moncef Marzouki, du Congrès pour la République (CPR), est investi à la présidence, avec les félicitations de Sarkozy et de Barroso. L'islamiste Hamadi Jebali assume le rôle de Premier ministre. Mustapha Ben Jaafar, du mouvement « social-démocrate » Ettakattol, complète le tableau en récoltant la présidence de l'Assemblée.

La formation islamiste ne s'en réserve pas moins l'essentiel des portefeuilles régaliens, autrefois dévolus au RCD : l'Intérieur, les Affaires Étrangères et la Justice. Quant à la Défense, elle reste aux mains d'un « indépendant », Abdelkarim Zbidi... repêché de deux « gouvernements provisoires » et ancien ministre de la Santé sous Ben Ali.

...mais la lutte des classes se poursuit

À l'arrière-plan de ce touchant tableau d'une union nationale unissant « républicains », islamistes et caciques de l'ancien régime derrière un cordon policier, une autre réalité ne s'en exprime pas moins.

Le nouveau président tunisien, Moncef Marzouki, en a récemment fait les frais à Kasserine, ville martyre de l'insurrection contre Ben Ali : « *Lors de la célébration de la*

journee du martyr (...) le président provisoire Moncef Marzouki n'a pas pu terminer son discours et a été obligé de quitter les lieux sous la colère des citoyens qui reprochaient au gouvernement les promesses non tenues. », expliquait le site de la radio Mosaïque FM, le 8 janvier.

Le nouvel exécutif tunisien est ainsi loin de goûter à l'« état de grâce » : le 4 janvier, il provoquait la fureur de milliers

de travailleurs et de jeunes pour avoir fait matraquer des universitaires et des étudiants. Le 9, il se heurtait à une manifestation du syndicat des journalistes contre la nomination d'anciens benalistas à la tête des médias nationaux par Ennahda. Des grèves, manifestations et sit-in éclatent encore dans le pays à un degré qui n'a rien de comparable avec ce qui existait lors des années de plomb de la dictature.

Ainsi, à l'instar de l'Égypte, la Tunisie est marquée par une situation paradoxale, plus complexe que les images simplistes véhiculées dans la presse occidentale: le gouvernement se met en place parce qu'il n'existe, en face de lui, aucune force organisée susceptible de lui contester l'exercice du pouvoir. La révolution n'a trouvé ni voix, ni bras armé.

Retour sur les élections du 23 octobre

Un taux de participation « historique » de plus de 90% : voilà la présentation des événements qu'ont diffusée, dès l'ouverture des élections tunisiennes, l'écrasante majorité des grands médias français. Ils s'exprimaient à la suite de l'ISIE, commission électorale instituée pour ce scrutin par le gouvernement provisoire de Béji Caïd Essebsi. Un communiqué de RFI du 21 octobre établissait que « 533 observateurs internationaux mandatés par l'Union européenne, le Conseil de l'Europe ou le centre Carter aux Etats-Unis » lui ont prêté main-forte. Tout ce beau monde a menti.

Il a fallu attendre jusqu'au 28 octobre pour que les résultats réels fussent publiés : ils font état d'un peu plus de 4 millions de votants pour un corps électoral estimé à 7,5 millions d'électeurs, soit 54,1% d'exprimés. Résultat guère surprenant quand on sait qu'au mois d'août, à peine 4,4

millions de Tunisiens s'étaient inscrits sur les listes électorales. Le gouvernement provisoire d'Essebsi a eu beau décider, par la suite, de permettre le vote sur simple présentation d'une pièce d'identité : pas plus qu'en Égypte, les travailleurs et la jeunesse de Tunisie n'ont considéré ce scrutin comme le leur.

Dans ce cadre, Ennahda a rassemblé à peine plus d'1,5 millions de voix, ses partenaires du CPR et d'Ettakattol en ont obtenu chacun quelques centaines de milliers : ultra-majoritaires à l'« Assemblée Constituante », ils s'appuient en fait sur une minorité. Quant à leur implantation réelle dans la société, si Ennahda a pu compter d'après la presse sur 30 000 militants issus de ses combats dans les années 80 et 90, c'est avant tout la manne financière déversée par le Qatar qui lui a donné les moyens de construire ses antennes... et de développer le clientélisme.

Le prolétariat politiquement banni

En réalité, le fait le plus flagrant de ces élections a été que la classe ouvrière, les masses populaires de Tunisie en ont été politiquement bannies.

Le mouvement Ettajdid – reliquat du Parti Communiste Tunisien – s'est fondu au sein d'un « Pôle Démocratique et Moderniste » aux côtés d'un courant ouvertement « libéral ». Il a mené sa campagne sur l'axe du combat contre l'islamisme... sans hésiter pour cela à faire appel à la police de Ben Ali. Il a conclu sa défaite – 5 élus, dont plusieurs dans les beaux quartiers – en exprimant sa « haute considération » à « tous les membres des forces armées et de la sécurité intérieure », martelant que « le chemin vers la démocratie, la liberté et la dignité passe par les urnes ».

Le Parti Communiste Ouvrier Tunisien (PCOT), qui malgré son nom se rapproche plutôt d'une grosse organisation, s'est entièrement conformé à un vieux schéma stalinien : celui de l'« étape démocratique », au nom de laquelle la satisfaction des revendications des masses devrait être reléguée à un avenir lointain. Son projet : l'établissement d'« une République démocratique »... inspirée de la Ve République gaulliste, puisque le référendum est revendiqué « comme outil d'enracinement de la démocratie directe » ! Last but not least : le PCOT revendiquait « le respect de l'Islam, religion de la majorité du peuple tunisien »... Parce qu'il a servi la soupe jusqu'au bout à la petite-bourgeoisie réactionnaire, le PCOT n'a pas réussi à regrouper autour de lui une avant-garde ouvrière. Sa défaite électorale a été

sévère, avec quelques milliers de voix et 3 élus – deux fois moins que ce que lui accordaient les sondages.

Dans ces conditions, la direction de la confédération syndicale tunisienne, l'UGTT, a eu beau jeu, après avoir soutenu à bout de bras le processus électoral, de refuser toute consigne de vote au nom de son « indépendance ».

Le succès inattendu d'une liste populiste, « La pétition populaire », montée de toutes pièces par un millionnaire proche du RCD, donne toute la mesure du gâchis politique : elle a récolté 19 sièges et s'est retrouvée première à Sidi Bouzid... parce qu'elle était la seule à promettre l'instauration d'une allocation de chômage pour tous. Un reportage à Redeyef, bastion du prolétariat minier, citait le 22 octobre un militant de l'UGTT locale : « Les gens en ont marre de notre légitimité révolutionnaire. Elle a fondu comme neige au soleil. A la veille des élections, les gens se tournent vers les candidats qui appartiennent aux grandes familles tribales, à ceux qui leur promettent des emplois alors que ce n'est pas l'enjeu de la Constituante. » (Rue89, 22/10/2011)

« Ce n'est pas l'enjeu de la Constituante »... donc, les masses pouvaient attendre. Encore et encore. On ne peut mieux constater à quel point jusqu'aux militants ouvriers de Redeyef, sortis des geôles par la révolution, se sont fourvoyés dans une impasse, décourageant la masse du prolétariat.

Les élections comblent un vide politique au profit de la réaction

Ainsi, après avoir joué le rôle décisif dans le mouvement qui a conduit à la chute des dictateurs, les prolétariats tunisien et égyptien n'ont pas été en mesure de donner leur réponse à la question du pouvoir. La révolution n'avait pas

de parti. Octobre n'a pas succédé à Février. En conséquence, la bourgeoisie reprend peu à peu l'initiative politique, sans pour autant que le mouvement des masses soit liquidé.

Après la chute des dictateurs, les travailleurs et la jeunesse de Tunisie et d'Égypte avaient donné l'impulsion à de vastes mouvements d'épuration. Les masses avaient créé un vide, ouvert une brèche dans l'appareil politique et étatique des dictatures. Les partis-États qu'étaient le RCD de Ben Ali et le PND de Moubarak ont été dans une large mesure démantelés. Nombre des structures sur lesquelles ils s'appuyaient, nombre de notables qui devaient leurs postes à ces partis ont été « dégages ». Les gouverneurs, les maires liés à l'ancien régime ont également été expulsés de leurs postes. Les polices égyptienne et tunisienne ont subi de durs coups, qui les empêchent jusqu'à maintenant de se redéployer pleinement dans les deux pays.

Ce mouvement a culminé avec la chute des premiers gouvernements provisoires tunisien et égyptien, puis l'invasion des locaux de la Sécurité Centrale en Égypte, en

mars 2011 (voir *CPS* n°43). Parvenues au bout d'une première étape de la révolution, les masses se sont ensuite heurtées à leurs propres limites politiques : l'absence de perspective révolutionnaire, d'avant-garde dirigeante organisée en parti. En Tunisie, parce que l'UGTT est restée sous la férule de sa direction corrompue, cette organisation centrale pour le prolétariat tunisien s'est avérée davantage un centre désorganisateur qu'un centre organisateur.

Si, en Tunisie et en Égypte, l'épuration s'est poursuivie par la suite, dans une mesure moindre, c'est dans une situation où les appareils d'État avaient pris leur parti d'organiser des « transitions démocratiques » qui leur permettraient de rester en place. Aucune force organisée n'a combattu pour les renverser, pour porter au pouvoir un gouvernement issu des masses : toutes ont accepté, de plus ou moins bonne grâce, de collaborer à la « transition ».

Basculement de la petite-bourgeoisie du côté de la réaction

Entre-temps, les organisations islamistes réactionnaires ont présenté aux généraux, policiers et caciques des anciens régimes leur candidature à l'exercice d'une partie du pouvoir : ce sont elles qui, dans les élections octroyées par les appareils d'État, oeuvrent aujourd'hui à remplir le vide politique.

Elles ont été d'autant plus enclines à le faire qu'elles s'appuient sur les couches intermédiaires de la société – la petite-bourgeoisie en proie au désespoir : ces couches qui, en janvier-février, avaient basculé du côté du prolétariat parce qu'il constituait la force la plus combative et la plus déterminée, se sont mises à geindre avec inquiétude dès lors que les travailleurs n'ont plus eu de perspective claire.

Prêtant l'oreille aux organes de propagande qui condamnent les grèves « nuisibles à l'économie », insistant jour après jour sur l'« insécurité » - dont l'appareil d'État est la source première – alarmés par les conséquences de la crise du capitalisme, que la lutte des classes exacerbe, chagrinés même par l'effondrement du tourisme, les petits-bourgeois se sont tournés vers les partis qui leur ont promis la

« stabilité », l'« ordre » moral, économique et policier. Dans le même temps, elles ont rejeté pour leur propre compte toutes les listes associées de près ou de loin au RCD et au PND. C'est pourquoi les organisations islamistes ont recueilli la majeure partie de leurs suffrages : ces organisations n'en ont pas moins vocation à occuper, en définitive, l'espace politique que remplissaient les partis de la dictature.

Les islamistes de tous poils ont, pour remplir ce rôle, de vieilles traditions. Dans les années 1970, les mouvances de type Ennahda et Frères Musulmans, comme leurs équivalents dans tout le Maghreb et le Moyen-Orient, ont été instrumentalisés par les dictatures pour faire pièce, manu militari, aux organisations se réclamant du marxisme ou du socialisme. Ce n'est que dans un second temps que leurs maîtres ont décidé de les réprimer. Les salafistes, quant à eux, ont une tradition qui puise aux racines de la guerre contre l'URSS via l'Afghanistan – avec la bénédiction de Washington et la manne financière de l'Arabie Saoudite, leur véritable maître.

Une étape se clôt : Tunisie

Dans le même temps où l'irruption des masses tunisiennes avait ouvert une brèche au sein de la dictature, la classe ouvrière avait porté un coup redoutable au système de la propriété capitaliste. Une part immense des richesses et moyens de production était accaparée par l'entourage immédiat de Ben Ali, le « clan » Ben Ali-Trabelsi. Selon l'hebdomadaire patronal tunisien *Éco journal* du 29/7/2011, les biens confisqués représentaient rien moins que « 600 titres fonciers et autant de sociétés », soit le « quart de l'économie tunisienne ».

Dès lors, un formidable point d'appui était offert aux masses tunisiennes pour la formulation de leurs revendications. Dans ce pays, le salaire minimum officiel, déjà misérable, est de 240 dinars mensuels (environ 120 euros)... mais près de la moitié de la main-d'oeuvre n'est pas déclarée ou perçoit moins que ce que le patronat déclare. Des centaines de milliers, voire des millions de travailleurs n'ont donc aucun droit aux maigres prestations sociales, aux pensions de retraite. Le chômage, lui, n'a fait que s'exacerber (de 700 000 à 900 000 chômeurs entre janvier et octobre 2011).

Dans un village tel que Sidi Bouzid, l'expropriation des Ben Ali-Trabelsi rendait immédiatement possible la mise en place d'une réforme agraire. Ailleurs, les travailleurs se sont battus pour l'éviction de leur PDG ou la réintégration de leurs filiales privatisées au sein de leur maison-mère – revendication liée pour les travailleurs aux statuts et aux acquis fragilisés par les privatisations. Ce combat pouvait conduire in fine à l'exigence de nationalisation immédiate des biens du clan Ben-Ali Trabelsi, au développement sans attendre du contrôle ouvrier, des comités d'usines.

Mais la « Commission nationale de la confiscation » mise en place par le gouvernement provisoire tunisien pouvait déclarer, dès juillet : « *De toutes les manières, nous travaillons au cas par cas (...) À mon avis, ces sociétés évoluant dans des secteurs concurrentiels, l'État n'a pas intérêt à les garder. Je ne pense pas également que l'État va s'attarder pour les céder au secteur privé.* » (*Éco journal*, 29/7/2011).

La responsabilité majeure de cette situation incombe à la direction pourrie et corrompue de la centrale syndicale, l'UGTT.

Comment Essebsi a verrouillé toute issue politique

Le 25 février 2011, le gouvernement provisoire de Ghannouchi se heurtait à une manifestation de plus de 100 000 manifestants à Tunis, présentée comme plus massive encore que la manifestation du 14 janvier : l'opération « Casbah 2 ». Ghannouchi et son équipe démissionnaient deux jours plus tard. Le mouvement d'épuration, le mot d'ordre « dégage », les grèves et sit-in étaient alors à leur apogée.

Début mars, un « nouveau » Premier ministre était nommé par l'appareil d'État en la personne de Béji Caïd Essebsi. Un octogénaire tiré de sa retraite en raison de son parcours imposant au compte de la dictature : ancien chef de la Sûreté Nationale, puis ministre de l'Intérieur, de la Défense et des Affaires Etrangères, enfin président de la Chambre des députés en 1990-91, sous Ben Ali.

La première décision politique de ce vieux renard a été de rencontrer la direction de l'UGTT. Faute d'un parti ouvrier de masse, c'est la centrale syndicale qui constitue, qu'on le veuille ou non, le centre organisateur de toute la classe ouvrière du pays. Mais après deux mois de lutte intense des masses tunisiennes, la direction pourrie de cette centrale, mise en place du temps de la dictature, reste en place sans subir dans ses rangs de réelle contestation : elle sait

exactement jusqu'où le gouvernement peut, ou ne peut pas aller. Fort des conseils de la bureaucratie syndicale, Essebsi annonce l'organisation d'élections pour une « Assemblée Constituante » et la mise en place d'un « dialogue » constant avec la centrale, comme avec toutes les forces organisées du pays.

En avril, il constitue une « Haute Instance pour la réalisation des objectifs de la révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique ». Y siègent, côte à côte, le patronat, des « personnalités », des « représentants des régions », l'UGTT, l'Union Générale des Étudiants Tunisiens (UGET) et la quasi-totalité des partis politiques, à l'exception du PCOT.

Cette dernière organisation n'en adhère pas moins à la perspective des élections, revendiquant la paternité du mot d'ordre d'Assemblée Constituante et faisant campagne avant tout le monde pour l'inscription aux listes électorales. En août, certes, son dirigeant Hama Hammami assignera aux petites manifestations impulsées par ses militants de « *faire tomber le gouvernement Essebsi* ». Il ne s'agira que d'une mascarade – dans un contexte de Ramadan où les grèves ouvrières sont retombées au plus bas, ou n'existe aucune possibilité de porter au pouvoir un gouvernement ouvrier.

L'UGTT fait refluer le mouvement des masses

Le problème des problèmes, pour Essebsi, était la persistance des grèves ouvrières qui éclataient à un rythme quotidien. Là encore, la direction de l'UGTT a joué le rôle décisif, en engageant avec le patronat tunisien des négociations pour une série d'accords-cadres.

Aboutissement final de ces concertations, un accord salarial est conclu le 20 juillet : les salariés du secteur privé sont augmentés de 8%, un engagement dérisoire... et identique à celui que l'UGTT avait « obtenu » en 2010, sous Ben Ali. Cet accord ne sera jamais appliqué par le patronat – nombre de patrons français choisissant, en outre, de fermer leurs sites tunisiens. En revanche, le secrétaire général de l'UGTT, Abdessalam Jrad, écrit immédiatement dans l'hebdomadaire de l'UGTT : « *les grèves ouvertes [illimitées, ndlr] sont interdites dans l'Union* ».

Au cours de l'été, les mouvements de grève sont progressivement contenus par l'UGTT, malgré le mécontentement que provoque une nouvelle explosion des prix alimentaires à l'orée du Ramadan. L'afflux d'adhésions vers l'UGTT se tarit : aucune opposition interne à l'UGTT ne se fait entendre. Des sections syndicales se dirigent vers d'autres organisations – la CGTT et l'UTT - créées de toutes pièces par d'anciens bureaucrates de l'UGTT, conçues précisément pour l'affaiblir... et s'attribuer une part du gâteau du « dialogue social ». Ce mouvement, marginal, n'a rien de bon.

Quand bien même les grèves reprennent une certaine ampleur à partir du mois de septembre, c'est essentiellement sur la ligne du « respect des accords conclus »... et des sit-in, désespérés, de chômeurs.

Essebsi conclut son œuvre

Essebsi avait entamé sa prise de fonctions sur l'air doucereux du « dialogue » et de l'ouverture : fort de son bilan, il conclut la période transitoire par un air plus martial. Il retrouve pour ce faire, début septembre, ses intonations d'ancien régime :

« Nous avons décidé de cette intervention car la sécurité des citoyens et de la nation est en jeu. Si nous réussissons les élections du 23 octobre, le gouvernement aura réussi une grande partie de sa mission. Nous nous acheminons vers cette date et nous avons confiance (...)

Il y a de plus en plus d'insécurité dans toutes les villes (...) L'immigration clandestine, les querelles entre groupes de citoyens, les employés qui n'ont pas reçu leur salaire et qui prennent en otage leur supérieur, plusieurs cas de dépassement de la loi provoquent la réaction des agents de l'ordre (...) Je rappelle que nous sommes en état d'urgence et ceux qui n'appliquent pas la loi devront payer devant la justice.

Les gouverneurs auront le droit d'interdire les grèves, mêmes celles qui ont été annoncées auparavant, et les réunions qui peuvent provoquer des troubles. Le ministre de l'Intérieur pourra mettre en résidence surveillée toute personne suspectée de troubler l'ordre public (...)

Des agents membres du syndicat des agents de police ont publié un communiqué appelant à manifester à la Casbah aujourd'hui même (...) A partir d'aujourd'hui, j'interdis toute activité syndicale dans ce domaine et toute personne qui continuera à entreprendre des activités ou à lancer des appels au nom de ces syndicats sera présentée devant la justice.

Certains membres de la garde nationale sont aussi dans le même cas que ces agents de la police. Ils se sont amusés à placer de nouveaux généraux à la place de ceux qui ont été nommés officiellement. La justice va poursuivre ces agents et enquêtera pour savoir qui est derrière leur mobilisation, qu'il soit homme ou femme. »

Réaffirmation de l'état d'urgence décrété par Ben Ali et jamais levé ; réaffirmation de l'emprise du gouvernement sur la police et l'armée ; mise en causes des libertés

ouvrières et démocratiques arrachées le 14 janvier. Bref, retour au statu quo ante : voilà tout ce vers quoi veut tendre l'appareil d'État tunisien dans la prochaine période.

En Égypte : une course de vitesse entre les classes

Alors qu'en Tunisie, les élections du 23 octobre se sont tenues dans un contexte de reflux manifeste du mouvement des masses, la lutte du prolétariat égyptien n'a cessé de s'intensifier et de mûrir politiquement jusqu'au cours des élections. Pourtant, les élections ont eu lieu, l'armée est restée au pouvoir : la révolution n'a, peu ou prou, rien changé.

En février 2011, le prolétariat égyptien ne disposait d'aucune organisation. La fédération syndicale officielle – que nous désignerons par son acronyme anglo-saxon, l'ETUF – a été montée de toutes pièces par la dictature de Nasser pour contrôler le prolétariat (voir *CPS* n°43). Cadenassée pendant des décennies par cette fédération, la classe ouvrière a brisé cet étai au cours de l'insurrection contre Moubarak et engagé la construction de syndicats indépendants.

Dès lors, elle s'est engagée dans une course de vitesse avec l'appareil d'État battu en brèche : tandis que le CSFA a oeuvré à la restauration du régime dictatorial, le prolétariat avait à parcourir, en un temps extrêmement bref, toute la distance parcourue par le mouvement ouvrier occidental au

long d'une longue histoire : construire non seulement une fédération syndicale, mais aussi son parti – deux éléments qui n'ont jamais existé de manière durable en Égypte – ou ses organes de pouvoir : comités d'usines, comité central de grève, conseils ouvriers... Sans cela, il est impossible au prolétariat de poser sa candidature au pouvoir – de combattre pour un gouvernement ouvrier à même de répondre à ses revendications.

On conçoit que la lutte était, dans ces conditions, inégale, et que la classe ouvrière n'a pas pu en l'espace de quelques mois faire le difficile apprentissage politique qui lui eût permis de se placer à la hauteur des tâches induites par la révolution. Dans cette course de vitesse, nous le verrons, le chemin est qui plus est jonché d'obstacles : en même temps que se reconstruit un mouvement ouvrier en Égypte, ressurgit tout le vieux fatras des appareils corrompus, des bureaucraties et idéologies périmées.

Pas plus qu'en Tunisie, donc, la classe ouvrière égyptienne n'est parvenue à battre la réaction de vitesse. Pourtant, elle a mené des luttes et accompli un parcours admirables.

Développement sans précédent des grèves ouvrières

Un article publié par *Al Masry al Youm*, le 31/12/2011, affirme que « l'Égypte a connu la plus grande vague d'actions industrielles de son histoire avec la vague de grèves de 2011 (...) Les données statistiques sont encore en train d'être rassemblées, mais elles indiquent d'ores et déjà que plusieurs centaines de grèves (...) ont été signalées dans le pays, à côté de milliers de manifestations de travailleurs, de marches, de grèves de la faim, d'occupations, de sit-in et de sleep-in ». Ces luttes d'envergure ont rendu strictement impossible, à ce jour, l'application du décret-loi du 23 mars, publié par le conseil militaire en juin, qui interdit les grèves. Après la vague de grèves de février, qui avait joué un rôle décisif dans la chute de Moubarak, les luttes ouvrières ont

poursuivi un développement ascendant. Parti de revendications économiques élémentaires, ce mouvement a progressivement témoigné d'une maturation politique et d'une centralisation fulgurantes. Parmi les développements les plus marquants : grèves des transports et du textile en février ; grève historique des médecins-hospitaliers, suivie à 85% en mai. En se fédérant à travers ses syndicats, chaque secteur du prolétariat en vient à formuler des revendications politiques : reconstruction de la santé publique, des transports publics, arrêt des privatisations dans l'industrie et re-nationalisation des entreprises privatisées, reconquête de statuts professionnels. C'est toute la politique anti-ouvrière de Moubarak qui est remise en cause.

Septembre 2011 : une grève générale avortée

Le 10 septembre, 15 000 enseignants venus de toute l'Égypte ont manifesté devant leur ministère, à l'appel de leurs syndicats indépendants. Leurs revendications : augmentation des salaires, augmentation des moyens attribués à l'enseignement, titularisation des innombrables travailleurs précaires... plus tard, l'exigence du départ du ministre en exercice surgira. Il s'agit, en fait, de revenir sur la quasi-destruction du système d'enseignement public sous Moubarak, de reconstruire un système d'enseignement public et national.

Le 17, prenant appui sur ce succès, les syndicats enseignants lancent un appel à la grève illimitée. Des centaines de milliers d'enseignants – jusqu'à 500 000 selon les estimations – s'engagent dans cette grève sans précédent dans leur secteur. Ils forment leurs comités de grève. En raison de la force numérique et politique constituée par le corps enseignant, un effet d'entraînement fait basculer d'autres secteurs du prolétariat dans la lutte.

Le 16, déjà, a eu lieu sur la place Tahrir une manifestation centrale de paysans pauvres, qui ont engagé un mouvement d'occupation des terres après la chute du dictateur et ont créé leur propre fédération. Dans les universités, nombre d'étudiants se joignent naturellement à la mobilisation des enseignants. Puis c'est le tour des postiers, des travailleurs des transports publics du Caire. Dans l'industrie sucrière et les raffineries, où n'existent pas encore de syndicats, un « comité de coordination » impulse les grèves. La revendication d'un comité central de grève surgit. Le « Mouvement des jeunes du 6 avril » et des dizaines de partis et regroupements se voient contraints d'appeler, pour le 30 septembre, à une manifestation vers la place Tahrir pour lancer un « ultimatum » au CSFA, menaçant de boycotter les élections à venir.

Pourtant, le 27, au sortir d'une séance de « dialogue » avec le ministre conspué, les dirigeants des syndicats enseignants appellent à la reprise du travail. Ils proposent de laisser du

temps au ministre fantoche pour prendre en considération les revendications... Le fer de lance est brisé : le mouvement vers la grève générale tourne court. La jonction

des travailleurs et de la jeunesse n'a pas lieu : la manifestation du 31 rassemble, selon la presse, « *plusieurs milliers* » de manifestants.

Reconstitution d'un mouvement ouvrier...

Proclamée en février 2011 sur la place Tahrir, initiatrice d'un appel à la grève générale qui a joué un rôle décisif dans la chute de Moubarak, la Fédération Égyptienne des Syndicats Indépendants (que nous désignerons par son acronyme anglo-saxon EFITU) a progressé en dix mois de façon spectaculaire.

Selon un article publié par *Al Masry al Youm* le 31/12/2011, cette fédération revendiquait à la fin de l'année écoulée « *plus d'1,6 millions de travailleurs, employés et pensionnés* » répartis en « *100 unions indépendantes, syndicats et associations professionnelles qui ont émergé depuis la révolution* ». En février, les premiers syndicats indépendants ne rassemblaient que quelques dizaines de milliers de membres ; en avril-mai, l'EFITU en revendiquait

quelques centaines de milliers. Une progression spectaculaire, à l'image de l'essor de la lutte des classes dans le pays.

Mais tandis que cette progression reflète un basculement inouï de tout le prolétariat égyptien dans la lutte pour ses conditions d'existence, l'EFITU témoigne dès sa naissance d'une certaine malformation bien connue des travailleurs vivant dans les pays impérialistes : un appareil bureaucratique y est en formation.

Dès son origine, l'EFITU s'est développée sous la tutelle de la Confédération Syndicale Internationale (CSI), assemblée mondiale des bureaucrates syndicaux, et en son sein, des dirigeants de l'AFL-CIO américaine. De tels appuis ne vont pas sans dérives politiques.

...marqué d'emblée du sceau des appareils

En août 2011, le « gouvernement provisoire » a promis aux dirigeants de l'EFITU la dissolution de l'ancienne fédération officielle, l'ETUF. Le « pluralisme syndical » devrait être autorisé... dans le cadre des élections professionnelles prévues pour 2012. Promesses qui ne remettent pas en cause le décret anti-grèves : elles accordent seulement aux dirigeants des syndicats indépendants le « droit » de participer à la cogestion. Les dirigeants de l'EFITU clament aussitôt « victoire »... Un peu trop tôt, pourtant : en novembre, le CSFA revient sur les engagements de son ministre fantoche.

Dans ce feuilleton encore inachevé du « dialogue social » à l'égyptienne, l'EFITU s'est montrée disponible pour occuper un strapontin auprès des militaires. Après août, vient septembre : on comprend aussitôt pourquoi le mouvement vers la grève générale a été avorté. Satisfaite d'avoir démontré sa force, d'avoir été reçue par le ministère, la direction de l'EFITU n'entendait pas compromettre cette « victoire »... en affrontant le gouvernement provisoire et le CSFA.

Les premiers contacts avec le CSFA ont eu lieu dès la fin février. En mars, les syndicats indépendants ont tenu leur conférence de fondation – un meeting plutôt qu'un congrès - au Caire : parmi les déclarations adoptées, un « *Message aux hommes d'affaires Égyptiens qui ont eux aussi souffert*

du despotisme et de la tyrannie »... L'EFITU y invite le patronat « *à travailler avec elle en ouvrant des négociations collectives (...) afin de surmonter le manque de confiance et pour parvenir à des accords collectifs transparents et démocratiques* », ce qui « *résoudra tous les problèmes conduisant aux mouvements de protestation sociale* ». Loin de remettre en cause les privatisations, de reprendre à son compte les mouvements pour l'éviction des cadres supérieurs et PDG, l'EFITU propose au patronat de reconnaître son existence pour mieux limiter le nombre de grèves.

C'est la même logique qui conduit l'EFITU à affirmer : « *Les travailleurs égyptiens comprennent que toutes leurs revendications ne peuvent pas être satisfaites d'un seul coup. Mais ils appellent à des négociations sociales démocratiques (...) et à un calendrier de mise en œuvre des accords conclus en lien avec un plan clair pour résoudre les problèmes accumulés* » (« *Message à toutes les forces démocratiques* »). « Réalisme » qui a déjà fait ses preuves dans un certain nombre d'usines, où les syndicats indépendants ont appelé à la reprise du travail suite à des « accords » rejetés par les travailleurs. Ou lors des grèves enseignantes de septembre, où l'appel à la reprise s'est justifiée de la nécessité... d'accorder un délai au ministre.

Jonction avortée avec la jeunesse

L'EFITU envoie régulièrement de petits cortèges de « soutien » aux manifestations de la jeunesse égyptienne sur la place Tahrir. Néanmoins, lorsque la possibilité d'une véritable jonction entre la classe ouvrière et la jeunesse s'est esquissée, lorsque le mouvement vers la grève générale permettait que cette jonction se réalisât, rassemblant de nouveau la force qui avait permis de chasser Moubarak, le rôle des dirigeants de l'EFITU a été d'empêcher cette jonction.

L'expérience le prouve : c'est parce que la classe ouvrière égyptienne n'a jamais cessé le combat que le conseil militaire s'est avéré incapable de restaurer la dictature. C'est en prenant appui sur la classe ouvrière que la paysannerie a

constitué son union indépendante sur le modèle des ouvriers. C'est appuyée sur la lutte de classe du prolétariat que la jeunesse, régulièrement, a trouvé la force de converger vers la place Tahrir.

Le « mouvement des jeunes du 6 avril », qui impulse nombre de manifestations depuis février 2011, s'est constitué en 2008 en référence aux grèves ouvrières dans le textile, sur la perspective de la grève générale. En février 2011, c'est l'appel à la grève générale, lancé depuis la place Tahrir par les fondateurs de l'EFITU, qui a joué le rôle décisif dans le mouvement pour en finir avec Moubarak. Ce qui a été gâché en septembre 2011, c'est une insurrection de la jeunesse, un mois et demi plus tard, qui en donne toute la mesure.

Novembre-décembre 2011 : la jeunesse reprend la place Tahrir

Le 18 novembre 2011 au soir, la police égyptienne s'est livrée à une incursion violente contre quelques centaines de manifestants qui refusaient de quitter la place Tahrir, à l'issue d'une manifestation massive. Dans les jours suivants, des dizaines de milliers de jeunes convergent vers le centre emblématique de la révolution égyptienne. D'autres manifestations ont lieu dans la plupart des grandes villes, notamment les agglomérations ouvrières.

La rue Mohamed Mahmoud, sur le chemin du ministère de l'Intérieur, devient le théâtre d'une bataille de rue acharnée : le pouvoir militaire est explicitement remis en cause. La démission du gouvernement fantoche d'Essam Charaf, désigné en mars par les officiers, est annoncée.

Mais cela ne suffit pas : le 25 novembre, 100 000 travailleurs et jeunes se massent sur la place Tahrir pour exiger le départ immédiat du conseil militaire. L'un des plus importants cortèges arrivés en renfort porte, sur sa banderole de tête, l'exigence que soit formé un « gouvernement révolutionnaire », selon *Al Masry al Youm*.

Le siège du nouveau Premier ministre désigné par les militaires est, lui aussi, bloqué par des milliers de manifestants, qui ne veulent pas d'un gouvernement fantoche.

Le « Mouvement des jeunes du 6 avril » - mouvement qui conserve un strapontin auprès des militaires – tout en appelant à manifester, fait ce qu'il peut pour empêcher le développement d'une insurrection : après avoir mis fin à la bataille rangée sur le chemin du ministère de l'Intérieur, il dresse un barrage « préventif » sur le chemin du Parlement. Les Frères Musulmans tentent de désamorcer la mobilisation en appelant à une manifestation parallèle « pour la défense de Jérusalem-est » : un échec. Une « majorité silencieuse », montée de toutes pièces par l'armée, manifeste à Abbassiya, un autre quartier du Caire : elle regroupe quelques milliers d'opposants à l'insurrection qui « *refusent d'être gouvernés par la place Tahrir* ». Preuve que la question est posée.

Le conseil militaire manœuvre en recul...

Washington, Paris et la plupart des métropoles impérialistes bombardent alors le conseil militaire de messages suppliant les officiers d'arrêter la répression... pour garantir la réussite de la « transition démocratique ». Foin d'humanisme : c'est depuis les États-Unis qu'ont été acheminées les dizaines de tonnes d'armes qui assassinent et mutilent les insurgés (Amnesty International, 6/12/2011). La crainte des impérialistes est résumée par cette brève du quotidien libanais *L'Orient le jour* : « *À Tahrir, on fustige les élections anti-révolutionnaires* » (26/11/2011).

Le premier volet des élections n'a ainsi lieu que parce que policiers et militaires battent prudemment en retraite : le « mouvement du 6 avril » en a profité pour limiter les velléités de boycott à un « libre choix »... d'aller voter ou non. Pourtant le vote est, on l'a vu, obligatoire en Égypte.

Fin décembre, le conseil militaire revient à la charge sur la place Tahrir. Il veille également à faire évacuer le sit-in

situé face au siège du Premier ministre – tuant, blessant les insurgés par centaines. Le Premier ministre fantoche, Kamal al Ganzouri, assimile les insurgés à une « *contre-révolution* » ; un officier supérieur déclare qu'il faudrait les incinérer « *dans les fours de Hitler* » (*Al Masry Al Youm*, 19/12/2011). Dans le feu de la répression, les policiers traînent au sol deux manifestantes, pour mieux les frapper de leurs bottes devant les caméras...

Les images font le tour du monde : elles provoquent un tollé unanime en Égypte. Le vendredi 23 décembre, des dizaines de milliers de manifestants convergent à nouveau vers le centre du Caire. À nouveau, les parrains impérialistes, inquiets, sont contraints de procéder à des protestations hypocrites : l'appareil d'État policier et militaire doit à nouveau battre en retraite.

...mais la révolution fait du sur-place...

La reprise de la place Tahrir, au moment même où s'engage la prétendue « transition démocratique », témoigne du bilan rageur que dressent, neuf mois après le renversement de Moubarak, de nombreux travailleurs et jeunes dans tout le pays : rien n'a fondamentalement changé en Égypte. Cette fois, le mouvement s'est développé spontanément, en réaction aux tentatives des policiers et militaires de resserrer l'étau répressif. Et les manifestants ne se sont pas dispersés : c'est dans un second temps que le « mouvement du 6 avril » a pu contenir l'insurrection.

Les insurgés de novembre-décembre 2011 sont également allés plus loin, politiquement parlant, que ne l'ont fait les manifestations précédentes. Ils ont cherché pratiquement à liquider le pouvoir en place : marche sur le ministère de l'Intérieur, tentative d'interdire la formation du

gouvernement. Ils ont posé la question d'un « gouvernement révolutionnaire ».

La classe ouvrière égyptienne, elle, a cherché les moyens de soutenir les insurgés : c'est ainsi que 7,5 tonnes de grenades lacrymogènes, dépêchées depuis les États-Unis, ont été bloquées par les dockers de Suez (*Al Masry al Youm*, 29/11/2011).

Mais le mot d'ordre de « gouvernement révolutionnaire » est resté confus, algébrique : s'agissait-il d'un gouvernement issu de la prise du pouvoir... ou d'un gouvernement « élu » et débarrassé des militaires ? Le débat s'est engagé au sujet d'un boycott des élections, qui eût permis de trancher : il n'a pas débouché sur la tentative d'interdire pratiquement la tenue du scrutin – comme cela se passera finalement à Assiout, en janvier.

...faute de direction révolutionnaire

Le « mouvement du 6 avril » n'est intervenu que pour contenir le mouvement de remise en cause du conseil

militaire et de son gouvernement fantoche : il a finalement vidé de toute signification le mot d'ordre de « gouvernement

révolutionnaire », en faisant signer une pétition pour la mise en place d'un « gouvernement de technocrates » désigné par les insurgés – pétition adressée de fait aux militaires.

En un an, les dirigeants de ce mouvement sont passés maîtres dans l'art du double langage : leurs appels au « départ du CSFA » se résument à la demande d'un « transfert pacifique » des pouvoirs. Leur ligne est une ligne de pression sur le conseil militaire - qui les consulte de temps en temps – et non de combat contre lui. En janvier, ils lanceront une campagne pour l'anniversaire de la « révolution »... sous un mot d'ordre éloquent : « *Préservons l'armée* ». Débordés au départ par l'insurrection, ils en ont finalement repris le contrôle.

La question se pose, de toutes manières : cette insurrection, seule, pouvait-elle aboutir au renversement du conseil militaire ? Probablement pas. Mais le fait est que, un mois et demi après le mouvement vers la grève générale, des dizaines de milliers de jeunes égyptiens ont affirmé, même de façon confuse, l'idée que les masses pouvaient et devaient prendre le pouvoir. Si la jonction avait eu lieu entre la classe ouvrière, la paysannerie et la jeunesse insurgée, les idées de boycott des élections, de « gouvernement révolutionnaire » se seraient exprimées avec une force incomparable, auraient littéralement pris corps.

Chacun à son tour, dirigeants des « syndicats indépendants », dirigeants des coalitions de jeunes et

organisations politiques, ont oeuvré à la liquidation de cette possibilité. Profitant du reflux, la contre-révolution s'organise. Le bilan est clair : il a manqué aux travailleurs et à la jeunesse une direction révolutionnaire.

La pseudo-« transition démocratique » a finalement lieu dans ce pays, comme elle a eu lieu en Tunisie : contrairement à la Tunisie, il s'agit qui plus est d'une « démocratie » fallacieuse, même d'un point de vue bourgeois. Mais le renfort politique apporté au CSFA par les élections est, lui, bien réel.

Après avoir mené à bien la « transition démocratique » sous leur égide, les appareils d'État issus des dictatures égyptienne et tunisienne vont reprendre l'initiative politique. Un front uni est en quelque sorte constitué contre la classe ouvrière – incluant les puissances impérialistes, les États de la péninsule Arabique et les organisations islamistes petites-bourgeoises. Un « partenariat » défini à Deauville en mai 2011 leur fournit l'amorce d'un programme économique : poursuivre et amplifier les politiques menées sous Moubarak et Ben Ali. Le désespoir contre-révolutionnaire nourrit des forces fascistes, notamment salafistes.

Le prolétariat et la jeunesse d'Égypte et de Tunisie sont loin d'être écrasés : ils doivent cependant se préparer à faire front contre l'offensive qui s'annonce dans les deux pays. CPS y reviendra dans la seconde partie de cet article.

Le 13 janvier 2012